

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

1027<sup>EME</sup> RÉUNION

ADDIS ABÉEBA, ÉTHIOPIE

2 SEPTEMBRE 2021

PSC/PR/COMM.1027(2021)

COMMUNIQUÉ

**COMMUNIQUÉ**

**Adopté par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), lors de sa 1027<sup>ème</sup> réunion, tenue le 2 septembre 2021, sur la Situation au Mali et l'Examen du Rapport de la Mission d'évaluation du CPS au Mali,**

Le Conseil de Paix et de Sécurité,

**Rappelant** ses Communiqués et Communiqués de presse antérieurs sur la Situation au Mali et dans la Région du Sahel, notamment le Communiqué PSC/PR/COMM. (1001(2021)), adopté lors de sa 1001<sup>ème</sup> réunion, tenue le 1<sup>er</sup> juin 2021 ; le Communiqué [PSC/PR/COMM. (M)], adopté lors de sa 1000<sup>ème</sup> réunion, tenue le 25 mai 2021 et le Communiqué [PSC/PR/COMM.(CMXLI)], adopté lors de sa 941<sup>ème</sup> réunion, tenue le 19 août 2020 ;

**Prenant note** du discours d'ouverture du Président du CPS pour le mois de septembre 2021 et Représentant permanent de la République du Tchad auprès de l'UA, S.E. l'Ambassadeur Mahamat Ali Hassan, et des Déclarations du Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, Paix et Sécurité, l'Ambassadeur Bankole Adeoye, S.E. Ambassadeur Amma Adomaa Twum-Amoah, Représentant permanent du Ghana auprès de l'UA, en tant que Représentante du Président de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que l'exposé du Haut Représentant du Président de la Commission de l'UA et Chef de la Mission de l'UA pour le Sahel (MISAHEL), S.E. l'Ambassadeur Maman Sidikou et les Déclarations faites par les Représentants du Bureau des Nations Unies auprès de l'UA et de la Délégation Européenne auprès de l'UA ;

**Prenant également note** de la présentation de S.E. Ambassadeur Victor Adeleke, Représentant permanent de la République fédérale du Nigéria auprès de l'UA, du rapport de la mission d'évaluation du CPS au Mali, en sa qualité de Président du CPS pour le mois de juillet 2021 ;

**Réaffirmant** l'engagement indéfectible de l'UA à respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, ainsi que la solidarité de l'UA avec le peuple et le Gouvernement du Mali.

Agissant en vertu de l'Article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité,

1. **Salue** les progrès réalisés par le Gouvernement de Transition du Mali, en particulier l'adoption du Plan d'action du Gouvernement pour 2021-2022 par le Conseil National de Transition (CNT), qui définit les domaines prioritaires clés, et les objectifs de mise en œuvre et, **exhorte** le Gouvernement de Transition à accélérer son actualisation et son déploiement, ainsi qu'à assurer un résultat en temps opportun, conformément à la Charte de Transition ;
2. **Félicite** le Gouvernement de Transition du Mali pour la levée des mesures restrictives sur les deux anciens dirigeants de la Transition, S.E. M. Mbah N'daw et l'ancien Premier ministre de la Transition S.E. M. Moctar Ouane, ce qui est une démonstration d'engagement et de respect des principes de la Charte de l'OUA sur les Droits de l'Homme et des Peuples ;

3. Toutefois **exprime de profondes inquiétudes** quant à la lenteur de la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement pour 2021 - 2022, ainsi qu'à l'absence de consensus concernant la mise en place de l'organe indépendant de gestion des élections responsable de l'organisation des élections générales et **appelle de toute urgence** le gouvernement de transition à établir un chronogramme clair, précis et réaliste, délimitant la période et la mise en œuvre des réformes, ainsi que les élections, dans le cadre de la période de transition de 18 mois convenue collectivement ;
4. **S'engage**, dans l'esprit de l'engagement indéfectible envers le peuple Malien, à fournir un soutien au Gouvernement de Transition sur les questions liées au consensus sur toutes les questions de réformes et d'élections et **demande** à la Commission d'entreprendre les actions requises à cet effet ;
5. **Invite** le Gouvernement de Transition d'utiliser les bons offices pour un compromis sur l'organe chargé d'organiser les élections générales selon les échéances indiquées dans le Plan d'Action du Gouvernement 2021-2022 ;
6. **Encourage** le Gouvernement de Transition à maintenir la dynamique de mise en œuvre effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger de 2015, en particulier en accélérant le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et le déploiement des bataillons de l'armée reconstituée (BATFAR) afin d'accélérer l'extension de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire ; à cet égard, **salue** les efforts déployés par le Ministre algérien des Affaires étrangères et de la Diaspora algérienne de l'étranger, S. E. Ambassadeur Ramtane Lamamra, qui a joué un rôle important dans la médiation entre les parties maliennes durant la crise de 2015, pour engager les autorités maliennes à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix ;
7. **Demande** à la Commission de l'UA d'entreprendre une évaluation de la menace avec effet immédiat, d'évaluer la situation sur le terrain et de s'engager dans une consultation active avec toutes les parties prenantes clés, y compris la CEDEAO, et de fournir un Rapport complet au Conseil sur les conclusions et les principales recommandations à cette fin ;
8. **Exhorte** le Gouvernement de Transition, en collaboration avec la Commission de l'UA, la CEDEAO et les principales parties prenantes, à revoir la stratégie du pays en matière de protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, afin d'enrayer les attaques armées rampantes contre la population civile ;
9. **Demande** à la Commission de l'UA de finaliser la Stratégie de Stabilisation pour le Sahel, en collaboration avec les États membres concernés et les Communautés Economiques Régionales et les Mécanismes Régionaux (CER/MR), à savoir la CEEAC et la CEDEAO, ainsi que les principaux partenaires de développement, en vue de définir une stratégie globale et réalisable de lutte contre l'extrémisme violent dans la Région ;

10. **Exhorte** tous les États membres et partenaires pour qu'ils apportent un soutien technique et financier au Gouvernement de Transition afin d'appuyer la mise en œuvre des quatre domaines prioritaires énumérés dans le Plan d'action du Gouvernement, adopté par le Conseil National de Transition ;
11. **Demande** à la Commission de convoquer la Troisième réunion du Groupe de soutien à la Transition au Mali (GST-M), initialement prévue en juin 2021 à Bamako, en vue de mobiliser les partenaires pour soutenir la Transition ;
12. **Adopte** son Rapport sur la Mission d'évaluation au Mali, qui s'est déroulée du 14 au 17 juillet 2021, avec ses Conclusions et Recommandations ; **exprime sa gratitude** aux autorités Maliennes pour avoir trouvé le temps de dialoguer avec la délégation du CPS pendant la Mission d'évaluation, ainsi qu'à tous les interlocuteurs ;
13. **Attend avec intérêt** la visite prochaine au Mali de l'Envoyé spécial et Médiateur de la CEDEAO, S.E. Goodluck Ebele Jonathan, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria, et **convient** d'examiner la Situation au Mali, dès que possible, à l'issue de sa visite dans le pays ;
14. **Décide** de rester activement saisi de la question.